

Paris, le 6 octobre 2017

« Concertation licence » : la communication gouvernementale passe outre ?

Le 28 septembre dernier, devant les directeurs de la Cdefi, la ministre mettait en avant les prérequis et les contrats de réussite, comme si ces deux concepts constituaient à eux seuls la solution pour éviter le recours au tirage au sort lors de l'affectation des bachelier/ère.s dans l'enseignement supérieur. Cette déclaration intervenait alors même que les groupes de travail qu'elle a instaurés sur l'accès en licence n'ont pas terminé leurs travaux. Dans le même ordre d'idée, les annonces parallèles des ministères enlèvent tout crédit à cette « concertation » initiée par le ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation :

- 1) le 27 septembre, le ministre de l'Éducation nationale et la ministre des Sports annonçaient publiquement la création des BTS « métiers du sport » pour désengorger la filière STAPS, alors que les discussions en groupe de travail n°10 -STAPS, qui se déroulaient au même instant, portaient sur le bien-fondé de la mise en place de ces filières ;
- 2) le 4 octobre lors du groupe de travail n°4 - Des formations pour tous les publics -, un document, distribué en séance sous-titré « point d'étape sur les potentielles propositions » a été présenté en séance sans que les participant.e.s du GT n'aient été consulté.e.s au préalable.

Ainsi, après avoir contourné le CNESER et le Comité de suivi licence master doctorat, le gouvernement contourne la « concertation » qu'il prétend mener !

Le SNESUP-FSU dénonce fermement la méthode du gouvernement qui préempte les conclusions au mépris du travail des groupes de concertation.

Les représentant.e.s du SNESUP-FSU dans les groupes de travail ne discuteront pas des « prérequis », ni de tout autre système visant à instaurer une sélection à l'entrée de la L1 dès la rentrée prochaine.

Le SNESUP-FSU lance un appel à toutes les organisations syndicales, lycéennes, étudiantes et des personnels mais aussi aux associations de parents d'élèves pour construire une riposte d'ampleur à cette sélection et pour défendre la réussite de toutes et tous les bachelier/ère.s dans l'enseignement supérieur public. ■